

M^{ME} BOUMEDIENE ÉVOQUE LA SUCCESSION À SON MARI**«Il n'a jamais été question de Chadli»**

La sortie médiatique de l'ancien président de la République, Chadli Bendjedid, à partir d'El-Tarf continue de susciter des réactions sur la scène politique. Ce jeudi, la veuve du défunt président Houari Boumediene, M^{me} Anissa Boumediene, a qualifié les propos de Chadli relatifs à sa succession à son mari de «mensongers».

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)- «Le nom de Chadli n'a jamais effleuré l'esprit de mon défunt mari lorsqu'il était question de chercher l'homme qu'il fallait pour lui succéder au pouvoir», a déclaré M^{me} Boumediene, à l'occasion de la tenue d'une conférence sur la commémoration du 30^e anniversaire de la mort de Houari Boumediene, organisée par l'association Mechaâl Echahid.

Dire des vérités historiques, c'est aussi la volonté de la veuve de Boumediene, mais telles qu'elles se sont déroulées et avec des preuves et des archives si cela est possible.

Déclarant être restée au chevet de son mari pendant toute la période de son hospitalisation à Moscou, jusqu'à sa mort, la veuve du président

Boumediene apporte son témoignage sur la question de la succession à son mari.

«Deux noms seulement sont revenus dans les discussions de mon mari et lors de ses consultations. Ce sont les deux hommes, les seuls d'ailleurs qui sont venus le voir à Moscou.

Il s'agit de Ahmed Taleb El Ibrahimi et Abdelaziz Bouteflika», a-t-elle affirmé. Elle ne dira, cependant, pas, si les deux hommes sont partis à Moscou sur la demande de son mari ou bien pour solliciter son appui à leur candidature.

«Une chose est sûre, jamais la candidature de Chadli n'a été évoquée. C'est complètement erroné et faux», insiste-t-elle. Rebondissant également sur l'exécution du colonel Mohamed Chabani, Anissa Boumediene nie toute



Photo: DR.

implication de son défunt époux dans cette affaire. «Il n'a jamais condamné quelqu'un à mort, y compris les responsables de tentatives de son assassinat.

Quand il a appris l'intention de Ben Bella d'exécuter le colonel Chabani, il l'a appelé pour lui demander de ne pas le faire.

Mais Ben Bella, devant des pressions, s'est empressé à commettre

son forfait», témoigne-t-elle. Interpellée, par ailleurs, pour donner des explications sur le putsch du 19 juin 1965, M^{me} Anissa Boumediene commence par rappeler l'amour qu'il portait pour son pays, en précisant que l'Algérie avait à l'époque sa place dans le concert des nations. Boumediene était ministre de la Défense sous le règne de Ben Bella.

«Ce qui s'est passé, c'est que lors d'un sommet restreint qui s'est tenu avec Djamel Abdennasser et Bourguiba, Ben Bella a décidé de céder à ce dernier une parcelle du territoire algérien.

C'était évidemment une décision inadmissible et inconcevable», fait-elle remarquer.

Voulant fermer la parenthèse sur cette affaire, elle a déclaré : «Ne me

parlez pas de Ben Bella s'il vous plaît, car il y a à dire et à redire sur cet homme.»

Et d'ajouter, toutefois que lorsque Boumediene a ouvert les prisons en 1965, il a trouvé 1 200 personnes emprisonnées, notamment des personnalités qui ont participé à la guerre de Libération nationale.

Interrogée sur le mal dont souffrait son mari, Anissa Boumediene affirme qu'effectivement, «la maladie a été subite».

Elle refuse de porter des accusations, ni commenter les rumeurs qui font état d'une tentative d'assassinat.

Elle éclatera en sanglots : «Dieu seul sait ce qui s'est passé.» Son regard, à elle, dit tout autre chose. Avant de terminer, M^{me} Boumediene a tenu à souligner que «si son mari était encore en vie, l'Algérie n'aurait jamais connu le terrorisme».

Un jour, peut-être, elle sera prête à confronter «ses mémoires» à celles de nombreux dirigeants de ce pays...

R. M.

À L'ISSUE DE LA SESSION ORGANIQUE DE SON CONSEIL NATIONAL**La direction du FFS remaniée**

Le Front des forces socialistes a organisé, ce week-end, une session organique ordinaire de son conseil national. Un remaniement partiel de la composante du secrétariat national du parti a été opéré au terme de cette réunion organique.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Cette session organique ordinaire du conseil national du FFS, la quatrième de l'année, a été marquée par des réajustements au sein du secrétariat national.

Selon Karim Tabou, premier secrétaire national de cette formation, le remaniement n'est que partiel mais obéit «à une nouvelle donne».

«La direction est renforcée par le retour d'anciens cadres, à l'instar de Kamel Fekhar et Mohamed Nebou qui auront à suivre la commission des élus et celle de la coopération municipale. Nous avons également procédé à des permutations dans les postes.

Tous ces changements obéissent à une nouvelle donne sur le plan politique», a déclaré, hier, Karim Tabou lors d'un point de presse animé en marge

de la session.

Le premier secrétaire national a indiqué, par ailleurs, qu'il a présenté le bilan d'actions du secrétariat national pour l'année 2008 ainsi que le programme de l'année 2009.

«Sur le plan politique, nous avons réitéré notre engagement à placer le débat dans son contexte véritable.

Aujourd'hui, la question essentielle est de savoir si l'élite démocratique est prête à refuser l'ordre établi imposé par le pouvoir. Nous devons savoir combien de responsables politiques, de militants, de syndicalistes et de journalistes sont contre cet ordre établi.

L'attitude des forces démocratiques et progressistes sera déterminante à l'avenir. Pour ce qui est du FFS, nous n'attendons absolument rien du pouvoir car nous ne croyons pas



Photo: DR.

qu'il est possible de changer les choses de l'intérieur ou à travers des élections», a-t-il souligné.

A propos de l'élection présidentielle de 2009, Karim Tabou a précisé que cette échéance n'est pas une priorité pour sa formation. «Cette élection n'est pas une priorité pour nous. Nous ne pouvons pas non plus l'ignorer car cet événement s'impose de lui-

même, à l'instar d'ailleurs de la révision constitutionnelle.»

Pour le Front des forces socialistes la présidentielle de 2009 reste un non-événement. «Bouteflika est le plus malheureux des chefs d'Etat puisque, pour la troisième fois consécutive, il sera mal élu. Bouteflika va remporter une victoire contre personne.»

T. H.

Béjaïa n'a pas marché pour un troisième mandat de Bouteflika

Béjaïa n'a pas marché pour un troisième mandat de Bouteflika.

La manifestation de rue, à laquelle à appeler au niveau du chef-lieu de wilaya avant-hier jeudi dans la matinée, une association dite «Comité de révision de la Constitution, pour un régime présidentielle et un troisième mandat de Bouteflika» avec comme mot d'ordre majeur la sollicitation du président de la République «à postuler à sa propre succession, à travers un troisième mandat présidentiel et annoncer sa candidature à partir de la capitale des Hammadites», a été totalement ignorée par la population béjaouie.

Une cinquantaine de personnes au maximum ont pris part au départ de la marche entamée à partir de Oued-Seghir vers le siège de la wilaya.

La foule de marcheurs se composait essentiellement de militants de l'UNJA, des SMA et des membres locaux et nationaux de l'association initiatrice de la manifestation. Hormis le représentant du FLN, les autres militants et les élus de l'alliance présidentielle à Béjaïa ont boudé la manifestation de soutien à un troisième mandat présidentiel de Bouteflika.

Au terme de la marche, le représentant de l'UNJA, qui s'est autoproclamé pour la circonstance porte-parole de toute la population de la wilaya de Béjaïa a, à travers une déclaration lue devant les caméras de l'ENTV, entouré d'une dizaine de marcheurs, réitéré les sollicitations de l'organisation qui souhaiterait revoir à la tête de l'Etat algérien Bouteflika pour un troisième mandat présidentiel.

A. Kersani